

Pour réussir sa reconversion, la Wallonie doit privilégier les dépenses productives

Pour les économistes **Michel Mignolet, Henri Capron et Pierre Pestieau**, l'orientation et la hiérarchisation - davantage que le volume - des dépenses publiques constituent un facteur déterminant pour la relance de la Région.

«Y A-T-IL UN CAS wallon?» Telle est la question posée par trois économistes de renom, Michel Mignolet (FUNDP), Pierre Pestieau (ULG et UCL) et Henri Capron (ULB), invités mardi dernier à s'exprimer à la Fondation universitaire à Bruxelles devant un parterre d'invités de la Société royale d'économie politique de Belgique. Une question brûlante quand on se souvient des remous provoqués récemment par les prises de position accusatrices d'Alain Destexhe (MR) qui avaient irrité au plus haut point les instances socialistes du sud du pays.

Ces regards d'économistes sur la Wallonie permettent de mieux diagnostiquer la nature du malaise wallon et d'y apporter un certain nombre de réponses. Etablir le diagnostic passe inévitablement par la technique de la comparaison.

Lorsqu'on parle de développement régional, la tentation existe souvent de comparer la Wallonie à l'Irlande: alors que la première végète toujours dans le marasme économique, la seconde est parvenue à doubler son Produit intérieur brut (PIB) en l'espace de 15 années seulement (de 65 points par rapport à la moyenne 100 de l'UE à l'épo-

que, il est aujourd'hui à 130 points). C'est ce que d'aucuns appellent le «miracle irlandais». Les trois économistes tiennent cependant à mettre en garde. Là où l'Irlande a pu démarrer d'une feuille blanche, la Wallonie vit un processus de reconversion industrielle, avec les difficultés et les coûts (des friches industrielles, par exemple) que cela implique. De plus, il y a eu vers l'Irlande un important transfert d'activités en provenance du

«Avec le taux de chômage que nous connaissons en Wallonie, plus aucun politicien wallon ne devrait pouvoir dormir tranquille.»

continent en raison des taux d'imposition très bas qui y sont en vigueur. La Wallonie doit donc être comparée à des régions similaires, telles que la Lorraine, le Pays de Galles, le Merseyside (Liverpool) ou encore la région du Nord (Lille), toutes de tradition industrielle. Or on constate que la plupart de ces régions - tout en restant loin du peloton de tête européen - ont nettement repris du

poil de la bête. Si l'on compare la Wallonie avec les deux autres Régions du pays, il convient, estime Michel Mignolet, d'utiliser le Produit régional brut (PRB), plus pertinent que le Produit intérieur brut, car tenant compte du flux de navetteurs qui vient artificiellement gonfler le PIB bruxellois. On obtient ainsi un PIB de 57,5% pour la Flandre, de 23,4% pour la Wallonie et de 19,2% pour Bruxelles, alors que le PRB de la Flandre est

ment de rattrapage wallon est en route.

Si l'on s'arrête à la capacité productive de la Wallonie par rapport à son niveau de vie (graphique ci-dessous), on observe que le faible PIB/PRB est en grande partie compensé par le mécanisme des transferts. Au point d'aboutir à un revenu disponible régional supérieur à la moyenne européenne. «L'effet pervers est que la population ne prend pas conscience des problèmes économiques de la Région et ne s'investit dès lors pas dans des activités entrepreneuriales», prévient Henri Capron.

le faux-fuyant méthodologique.

Pierre Pestieau précise pour sa part que si une éventuelle scission de la Belgique devait laisser la Wallonie seule prendre son sort en mains, le niveau des prestations de sécurité sociale diminuerait de 20%. D'où son appel lancé au monde politique: «Avec le taux de chômage dramatique que nous connaissons dans le sud du pays, plus aucun politicien wallon ne devrait pouvoir dormir tranquille.» Il les appelle à affronter les problèmes en face, au lieu d'invoquer systématiquement la «méthodologie discutable» lorsque des rapports internationaux accablent la Wallonie, comme ce fut le cas encore récemment avec le rapport PISA sur les performances de l'enseignement.

Un autre aspect inquiétant mis en lumière par Michel Mignolet porte sur le taux de rendement brut du capital privé plus faible en Wallonie (où il est de 14,6%) qu'en Flandre (17,5%). Cela témoigne d'une efficacité productive assez faible, qui tient notamment à la localisation (les centres industriels flamands sont mieux situés), mais aussi à des méthodes de production différentes ou à des disparités de progrès techniques.

Pour stimuler la Wallonie, Mignolet se déclare partisan de la modération salariale. Il observe que les salaires bruts dans l'industrie, y compris dans la construction, sont aujourd'hui déjà inférieurs de 4% par rapport à la Flandre. Pour améliorer le rendement du capital, il faudrait que cet écart se creuse encore davantage.

Mais l'essentiel de l'effort doit, de l'avis des trois économistes, être porté au niveau de la gouvernance publique en privilégiant notamment les dépenses publiques productives. «Injecter de l'argent dans l'aménagement du port de Zeebruges ou dans la construction de l'ascenseur de Strépy, ne produit pas exactement le même effet du point de vue du développement économique à long terme», fait remarquer Capron.

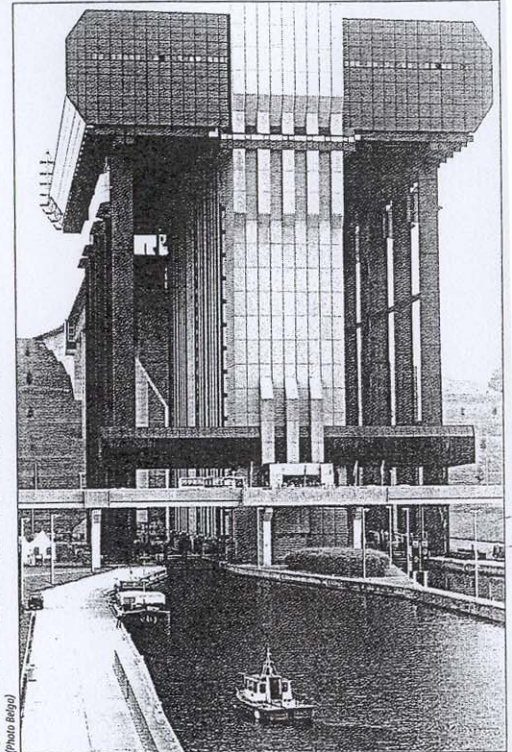
Si les dépenses publiques globales par habitant sont assez sem-

blables au nord et au sud du pays (la différence n'est que de 1% en faveur de la Flandre), l'orientation de ces dépenses révèle en effet des différences notoires. Ainsi, les dépenses administratives restent, par tête d'habitant, nettement plus élevées au sud qu'au nord. «Il faut centrer l'action sur des facteurs actifs de croissance, comme l'emploi, l'éducation, la formation et l'innovation», suggère Mignolet.

En matière d'emploi, la Wallonie dépense plus du double par habitant et 36% de plus par demandeur d'emploi. «Pour quel résultat?» interroge Henri Capron. Du côté de l'enseignement, les écarts de dépenses sont moins importants: +9% par habitant et -8% par élève par rapport au nord du pays. Mais les performances, surtout au niveau du secondaire, restent déplorables. Une réforme en profondeur du système scolaire s'impose, selon Capron. Enfin, si l'on prend le volet recherche et développement, les dépenses par habitant wallon sont inférieures de 69% à la Flandre.

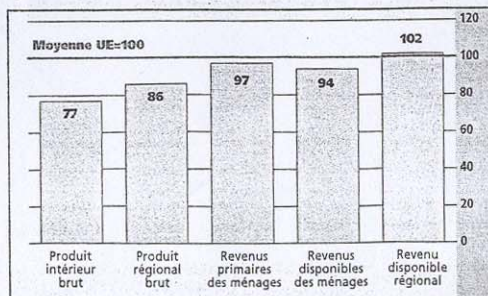
Pour mieux orienter les dépenses publiques, le Contrat d'avenir - salué par les trois économistes - sera d'un concours précieux, car il introduit la vision stratégique qui faisait défaut jusqu' alors et qui dépasse l'horizon de la seule législation. ■

Jean-Paul Bombardaerts

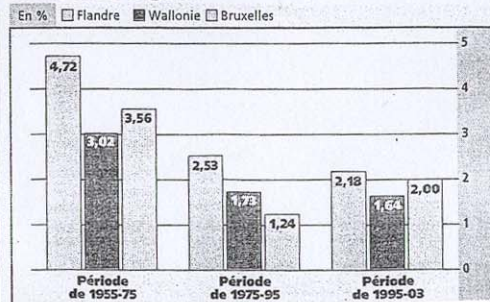


Injecter de l'argent dans l'aménagement du port de Zeebruges ou dans la construction de l'ascenseur de Strépy, ne produit pas le même effet du point de vue du développement économique.

Capacité productive de la Wallonie par rapport à son niveau de vie



Croissance moyenne du PIB dans les 3 régions



L'Écho

Avec la collaboration de

ING

et le soutien de la
FÉDÉRATION ROYALE
DU NOTARIAT BELGE

INFORMATIONS PRATIQUES

Cratours:

Jean BLAVIER, Journaliste à L'Echo

La planification successorale, plus que jamais d'actualité?



La nouvelle ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale et les nouveaux décrets wallons et flamands constituent-ils un frein à la planification? Faut-il revoir les techniques de planification? Faut-il recourir à des méthodes plus complexes ou tout simplement se limiter à une donation? Bref, quels sont actuellement les meilleurs outils?

8 h 30 - 9 h 00

10 h 45 - 11 h 15

Jacques MAI HFRFF

20 juin 2005